

Courrier des lecteurs

Menace sur le commerce de détail

Lettre du jour

Genève, 18 avril

La fermeture des magasins Bata n'est en soi pas une surprise pour le consommateur avisé qui se donne encore la peine de jouer le jeu de l'économie locale (voir «Tribune de Genève» du 16 avril). Pour les autres, le réveil risque bien d'être douloureux d'ici à un avenir relativement proche. Car cette fermeture, comme tant d'autres déjà, mais plus discrètes ou anonymes, n'est que l'annonce d'une mort annoncée dans le commerce de détail suisse et plus particulièrement à Genève. A trop vouloir écouter le doux chant des sirènes pour faire des économies substantielles, les consommateurs internautes ou voyageurs en oublient le fondement même de ce qui a fait notre richesse jusque-là. Ce d'autant plus qu'avec les efforts entrepris sur l'accueil, les prix et

la qualité des produits par ces mêmes commerçants et avec un brin de civisme et de réflexion d'achat, l'inégalité de budget sur le panier du consommateur peut être grandement diminuée.

Cette multitude de commerces, du plus petits au plus grand, participe directement à l'essor économique, social et culturel de notre canton. L'oublier ou pire encore, l'occulter, ce n'est ni plus ni moins que de participer à son exécution. A chaque fermeture d'établissement, quel qu'il soit, ce sont des chômeurs en plus, des prestations sociales en augmentation, des stages et des places d'apprentissages en moins. (...) La fête fut belle avec toutes ces économies d'achat, mais à court terme, la facture risque de s'en trouver fort salée et la gueule de bois de durer un peu plus que 24 heures.

Stéphane Oberson, membre du comité directeur de la Node (Nouvelle organisation des entrepreneurs)



LAURENT GIRAUD

Fujimori, encore! Ce n'est pas le Pérou

L'invité

Michel Celi Vegas
Président CECAL*



Dimanche 10 avril 2016, les 23 millions de Péruviens ont participé à l'élection d'un président et deux vice-présidents de la République, 130 membres du Congrès national et 5 du parlement andin, pour la période 2016-2021.

Ces 25 dernières années, le Pérou a changé avec la personnalité controversée d'Alberto Fujimori. Président à deux reprises, entre juillet 1990 et novembre 2000, il s'est exilé au Japon pendant cinq ans. Après son arrestation au Chili, il fut extradé au Pérou, où il a été condamné en avril 2009 à 25 ans de prison pour violations des droits de l'homme.

Depuis les gouvernements Fujimori, le pays est divisé. Pour une grande partie des Péruviens, il a apporté la stabilité, la sécurité et le retour à la croissance économique. Pour les autres, il représente encore l'image d'un gouvernement corrompu, avec le trafic de drogues et les assassinats.

Ces quinze dernières années, les gouvernements de Toledo, Garcia et Humala n'ont pas résolu les attentes des 32 millions de Péruviens. Le pays est polarisé par la corruption (dans les sphères du gouvernement), la délinquance commune (insécurité dans les secteurs populaires), etc. Ollanta Humala quittera la présidence le 28 juillet prochain. Il est soupçonné d'avoir favorisé l'affaire «Lava Jato» (Karcher ou «lavage rapide» en français) relative à la «formation de cartel, fraudes dans des appels d'offres, corruption, détournements de fonds publics et blanchiment d'argent» mise en place par l'entreprise Petrobras du Brésil. C'est dans ce contexte que dix-

neuf candidats se sont inscrits en octobre 2015 pour briguer la présidence de la République. Les nouveaux arrivés qui constituaient les «outsiders» et alternatives de gouvernement ont été écartés pour infractions aux lois électorales. Le parti d'Humala a décidé de se retirer du processus. Un candidat de gauche - emprisonné pour corruption - a été autorisé à sortir pour participer aux débats télévisés.

«Le futur président devra faire face à un Congrès dont la majorité absolue appartient au parti de Keiko Fujimori...»

Aux élections du 10 avril, les Péruviens ont choisi parmi les dix candidats restants. Keiko Fujimori, de Fuerza Popular, de centre gauche, 40 ans, fille d'Alberto Fujimori, a remporté le premier tour. Pedro Pablo Kuczynski, de Peruanos por el Kambio, de centre droite, économiste de 77 ans, fils d'émigrants allemand et français, ancien premier ministre, est arrivé en deuxième place.

Le second tour, qui aura lieu le 5 juin, exacerbera-t-il les sujets raciaux dans une société fragilisée par les gouvernements précédents?

Le futur président devra faire face à un Congrès dont la majorité absolue appartient au parti de Keiko Fujimori... Les alliances électorales seront encore d'actualité lors de l'approbation des lois au Congrès? Le risque qu'Albert Fujimori ne gouverne le pays depuis la prison est-il écarté?

* Centre d'échanges et coopération pour l'Amérique latine www.cecal.net

Il a plongé pour sauver son chien

Veyrier, 18 avril

Adorable homme qui s'est mouillé, c'est le moins que l'on puisse dire, puisqu'il a plongé dans l'Arve bien froide pour sauver son chien (voir «Tribune de Genève» du 18 avril)! Il savait très bien nager et donc savait ce qu'il faisait. Sans son aide, son animal chasseur de canards aurait coulé! Lire cet article m'a beaucoup ému, car voir partir son chien au milieu de l'eau et ne rien faire, on doit en avoir des remords toute sa vie. En même temps, si l'on va dans l'eau, peut-être nous fera-t-elle mourir... D'où dilemme, c'est certain. Je félicite aussi le témoin qui a bien réagi, car le signaler à la police était la meilleure chose à faire! Alors moi je vous le dis tout de suite, la facture de l'opération, ce n'est pas à ces deux personnes qui ont fait tout juste de la payer. Et donc «c'était

un entraînement» pas fait dans le vide malgré tout, Messieurs les agents de police. Il y a des circonstances de la vie qui ne sont pas tout à fait comme on le souhaite.

Daphné Helbling

Le retour des chasseurs?

Thonex, 13 avril Dans son bilan de mi-mandat présenté en conférence de presse (voir «Tribune de Genève» du 5 avril), le conseiller d'Etat Luc Barthassat oublie de parler de son projet de réintroduction des chasseurs pour abattre la faune genevoise. Dans un canton où la chasse est interdite depuis plus de 40 ans.

On se rappelle qu'au moment de voter la nouvelle Constitution genevoise en 2012, la totalité des partis politiques assuraient que jamais la chasse ne reviendrait. Promesses politiciennes, donc. Démarré fin 2014, le projet

Barthassat s'est heurté à l'opposition des organisations de protection des animaux. Changement de stratégie fin 2015 avec le remaniement du service de la faune, éloignement de son directeur, et fusion du tout dans un gros département dédié à l'agriculture. Quand un service fonctionne, autant le démanteler puis appeler les chasseurs à la rescousse au prétexte de main-d'œuvre disponible. Et au cas où cela ne

Ecrivez-nous

Vos réactions, votre opinion nous intéressent. Envoyez votre lettre à courrier@tdg.ch, ou à **Tribune de Genève, courrier des lecteurs, case postale 5115, 1211 Genève 11**. Votre texte doit être concis (1400 signes maximum), signé et comporter vos adresse et téléphone. La rédaction se réserve le droit de choisir les titres et de réduire les lettres.

fonctionnerait toujours pas, le CE a annoncé le 10 novembre passé qu'au besoin, il délivrerait lui-même les permis de tirs aux chasseurs. Puisque naturellement le CE va nier en bloc et rejeter ces affirmations, les échanges de courriers et sources sont mis en ligne sur le site www.lscv.ch

Selon les chiffres publiés par la RTS le 2 avril, en 2015, les indemnités versées aux agriculteurs suite aux dégâts commis par les sangliers ont été de 8000 fr. à Genève. Dans les autres cantons romands ou la chasse est autorisée, les dégâts ont coûté 45 000 fr. en Valais, 65 000 fr. à Fribourg, 170 000 fr. à Neuchâtel, 240 000 fr. dans le Jura et 295 000 fr. dans le canton de Vaud! Les agriculteurs genevois feraient bien eux aussi de réfléchir avant de soutenir le retour des chasseurs.

Luc Fournier Ligue suisse contre la vivisection (LSCV)

Lu sur les blogs



Nouvelle soupe, vieille recette

John Goetelen. Des représentants du mouvement Nuit debout ont insulté le philosophe Alain Finkielkraut ce week-end à Paris. Il s'était rendu sur place pour entendre les débats et les idées. Il a été pour le moins mal reçu et traité de fasciste. Finkielkraut fasciste? Ils ne connaissent pas le sens des mots. Ou ils ont déjà endossé les réflexes pavloviens de leurs aînés: qui ne pense pas comme eux, qui n'a pas leur profil, serait fasciste et donc exclu des débats. L'exclusion, comme pratique réelle de la part de certains qui prônent une nouvelle société, c'est surprenant. (...) Nuit debout n'est pas un mouvement spontané et libertaire. Il est piloté. Il a été initié contre la loi travail, qui est selon les organisateurs ni amendable, ni négociable. La nouvelle génération se veut donc

aussi absolutiste, aussi intransigeante que les précédentes. C'est la culture française de l'autoritarisme, dans la continuité de ses aînés. Nouvel emballage, vieille recette. <http://hommelibre.blog.tdg.ch/>

Les insatisfaits de la démocratie

Charly Schwarz. Par le passé, nos démocraties ont été confrontées aux déferlements de passions et menacées par l'intensité des luttes entre défenseurs d'un certain ordre et des mouvements révolutionnaires. Ces événements pèsent encore lourdement sur notre vie politique. Ainsi l'on pourrait penser que la décade des passions politiques a pour effet de consolider notre démocratie... Mais cette évolution a aussi son revers; l'affaiblissement de la croyance dans les vertus du régime démocratique. La traduction de cette tendance au désenchantement est la croissance régulière de la non-participation. Et cet état est susceptible d'affaiblir les bases même de notre système politique. Pour preuve, les eurobaromètres qui démontrent que le nombre d'insatisfait de la démocratie dépasse régulièrement les 50%, depuis plus de quinze ans.

L'abstentionnisme n'est pas seulement en rapport avec le sentiment d'incompétence politique, mais l'absentéisme tend à croître avec l'élévation du niveau général d'éducation. Les systèmes de valeurs ont évolué vers l'autonomie de l'individu, il en résulte un déclin des grandes organisations hiérarchiques comme les partis et les syndicats, sans oublier les églises. <http://votewatch.blog.tdg.ch/>

La poésie, langue de résistance

Sylvain Thévoz. Il faut relire les carnets clandestins du philologue Victor Klemperer: «LTI (lingua tertii imperii), la langue du IIIe Reich» qui s'ouvre par ces mots de Franz Rosenzweig: «La langue est plus que le sang.» Ce livre, écrit entre 1933 et 1945, analyse les manipulations de la langue par les nazis, comment l'emprise et la destruction ont commencé dans celle-ci. Mais si l'emprise et la destruction commencent là, c'est bien de là aussi que peut prendre forme la résistance la plus forte. Que la poésie soit une respiration, un soulagement ou un poing levé, oui. Qu'elle puise son énergie au silencieux, au dissimulé, d'évidence. Que l'intime y ait sa part et la

sensibilité la nourrisse: clairement. Elle est en cela un lieu de résistance à la vitesse, à la bêtise et à la vulgarité, au discours économique, et à sa force de frappe; et à l'abâtissement par matraquage médiatique ou conformiste. <http://commecacedit.blog.tdg.ch/>

Déni historique

David Frenkel. La semaine dernière, l'Unesco a effacé d'un trait de plume tout un pan de l'histoire judéo-chrétienne. En décrétant (...) que le Mont du Temple n'a aucune attache avec le judaïsme, elle a non seulement bafoué une vérité religieuse mais a également discrédité un livre historique. Selon celui-ci, le premier temple de Jérusalem fut construit par Salomon, roi des Hébreux vers 960 avant J.-C. Il se situait sur le mont Moriah, appelé aujourd'hui Mont du Temple (...). Par ailleurs, le Mont du Temple est aussi un haut lieu saint dans la tradition chrétienne. (...) Par sa décision, l'Unesco, qui prend ses racines dans le rêve d'un monde en paix, dévale la pente du déni au risque de rompre la fragile cohabitation des trois religions monothéistes en Israël. <http://davidfrenkel.blog.tdg.ch/>

Tribune de Genève



Adresse: 11 rue des Rois, 1204 Genève. Tél. 022 322 40 00 - Case postale 5115 - 1211 Genève 11. Fax rédaction: 022 781 01 07

Adresse électronique: redaction@tdg.ch (non valable pour annonces et abonnements)

Internet: www.tdg.ch
Pour signaler vos manifestations: agenda@tamedia.ch

Abonnements:

Tarifs pour la Suisse (TVA 2.5% incluse)
12 mois: Fr. 509.-.
Courrier: Case postale 5306, 1211 Genève 11
Tél.: 0842 850 150 (lu-ve 8h-12h/13h30-17h)
Contact: abo.tdg.ch
Suspension et changement d'adresse temporaire: gratuit sur internet www.tdg.ch
Autres services: Tél. 0842 850 150 Fax. 022 322 33 74

Médiateur: Daniel Cornu www.mediateur.tamedia.ch
Marketing - Club lecteurs: Fabrice Schoch
Tél. 022 322 40 00, Fax 022 322 39 72

Une publication de Tamedia Publications romandes SA
Pietro Supino, éditeur
Serge Reymond, directeur général
Publicité Print Suisse romande
Tamedia Publications romandes SA
Rue des Rois 11, 1204 Genève 11
+41 22 322 34 25
publicite.geneve@tamedia.ch
Publicité Print Suisse allemande
Tamedia Publications romandes SA
Werderstrasse 21, 8021 Zürich
Tél. + 41 44 251 35 75
Publicite.zuerich@tamedia.ch
Annonces
Guichet: rue des Rois 11, 1204 Genève 11.
www.mytamedia.ch - référence point-annonces

Tirage contrôlé (REMP 2015)
41 213 exemplaires
Audience (Mach Basic 2014-2)
110 000 lecteurs
Indications des participations importantes selon l'article 322 CP:
CIL Centre d'Impression Lausanne SA, homagate AG, LC Lausanne-cités SA, Société de Publications Nouvelles SPN SA
Imprimé en Suisse
Tous les droits sont réservés. Toute réimpression, copie de texte ou d'annonce, ainsi que toute utilisation sur des supports optiques ou électroniques, sont soumis à l'approbation préalable de la rédaction. L'exploitation intégrale ou partielle des annonces par tiers non autorisés, notamment sur des services en ligne, est expressément interdite.